

Forum mondial de la banane

1. Description

Mission et objectifs

Le Forum mondial de la banane est un espace permanent de rassemblement pour les participants représentant le secteur mondial de la banane qui vise à promouvoir un dialogue ouvert sur les défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels le secteur est confronté.

Le Forum s'efforce d'œuvrer à l'avènement d'un monde où:

- La **production de bananes et le commerce** sont viables du point de vue environnemental, social et économique.
- Chaque acteur de la filière, du producteur au détaillant, reçoit un **prix équitable** qui couvre ses coûts et assure une marge bénéficiaire raisonnable.
- Tous les acteurs, y compris les sous-traitants, respectent les **conventions internationales fondamentales du travail** et payent des **salaires décents**.
- Les **impacts de la production de bananes sur l'environnement** sont bien compris, quantifiés et optimisés.
- Les **consommateurs** sont approvisionnés en bananes de bonne qualité et ils comprennent la nécessité de payer un prix suffisant qui garantisse des moyens de subsistance durables pour tous les acteurs de la filière.
- Les divergences de vues et d'intérêts au sein du secteur sont résolues par le **dialogue** et la **collaboration**.

Périmètre/portée

Le Forum met l'accent sur les **bananes commercialisées au niveau international**¹ (ce terme englobe à la fois les bananes dessert et à cuire), mais assure des liens et des échanges d'informations avec la communauté scientifique et les pays producteurs qui ne sont pas des exportateurs principaux actuellement.

La portée géographique est donc globale; et le Forum prend comme périmètre tout le cycle de vie de la banane depuis la plantation jusqu'aux consommateurs.

Origines et porteurs du projet

Le Forum a ses origines dans un processus de rapprochement des acteurs du secteur mené par une coalition d'organisations de la société civile qui représentent les travailleurs organisés en syndicats, des petits producteurs et des consommateurs. En 2005, cette coalition a organisé une deuxième conférence internationale de la banane à Bruxelles sur le thème « Halte à la compétition par le bas ». Un consensus a émergé lors de cette conférence autour de la nécessité d'établir un forum permanent de dialogue pour le secteur.

A la suite d'une série d'ateliers préparatoires et à la création, en janvier 2009, d'un comité formel préparatoire sous l'égide de la FAO - composé de compagnies, de gouvernements et d'organisations de la société civile - le Forum est né lors d'une conférence inaugurale au siège de la FAO en décembre 2009. Un comité de pilotage multi-acteurs est nommé et son secrétariat est confié à la Division du commerce et des marchés de la FAO.

Le Forum comprend aujourd'hui des représentants des organisations de producteurs, des syndicats

¹ Quasiment 18 millions de tonnes de bananes sont entrés dans le commerce international en 2013, ce qui représente moins de 20% de la production mondiale.

de travailleurs et d'autres organisations de la société civile, des entreprises fruitières et de la distribution, des gouvernements, des instituts de recherche publics et privés. Il a une quarantaine de membres qui financent une grande partie de son fonctionnement à travers leurs cotisations.

Activités et résultats

Les activités principales du Forum sont menées par trois groupes de travail permanents dans lesquels les acteurs de la filière élaborent ensemble des recommandations pratiques dans divers domaines tels que la réduction des pesticides, les empreintes carbone et hydrique, la santé et la sécurité au travail, la parité hommes-femmes, les relations de travail, les coûts de la production durable et la distribution de la valeur ajoutée.

Les trois groupes de travail correspondent aux trois axes – environnemental, économique et social - du développement durable tel qu'il est décliné pas la grande majorité d'acteurs :

- ⌚ La production durable et les impacts environnementaux
- ⌚ La répartition de la valeur le long de la filière
- ⌚ Le droit de travail

Concrètement, les différents groupes de travail ont développé ou sont en cours de développer :

- ⌚ un portail internet sur les pratiques de production qui réduisent l'utilisation des pesticides² ;
- ⌚ un programme international pour faire face à la menace d'une nouvelle souche de la maladie de Panama (TR4) qui détruit les plantations
- ⌚ une méthodologie de calcul des coûts de production
- ⌚ les niveaux de salaire décent pour 8 pays exportateurs
- ⌚ une approche pratique à l'internalisation des coûts externalisés
- ⌚ un guide des bonnes pratiques en matière de négociation collective
- ⌚ un manuel de formation sur la santé et sécurité au travail
- ⌚ une évaluation de l'emploi des femmes dans l'industrie

En matière de gouvernance, le défi relevé est celui de passer d'un concept de responsabilité limitée – où la responsabilité de résoudre les problèmes appartient à un seul acteur - à un concept de responsabilité partagée par tous les acteurs concernés. Partant d'un constat sur la nature des problèmes, les acteurs économiques (travailleurs, producteurs privés ou en coopérative, exportateurs, importateurs, mûrisseurs, distributeurs au détail) et non-économiques (ONG, gouvernements, scientifiques..) s'engagent à rechercher ensemble des solutions dans le cadre du Forum. Ceci représente une évolution très significative dans un secteur qui n'a jamais eu par le passé des structures qui rassemblaient les différents acteurs.

Si on prend l'exemple des prix pratiqués par les acheteurs et leur rapport avec le paiement de salaires décents par les producteurs, même s'il n'y a pas de rapport direct, le cadre du Forum et sa démarche de responsabilisation collective ont généré un engagement public de la part d'un des grands distributeurs à :

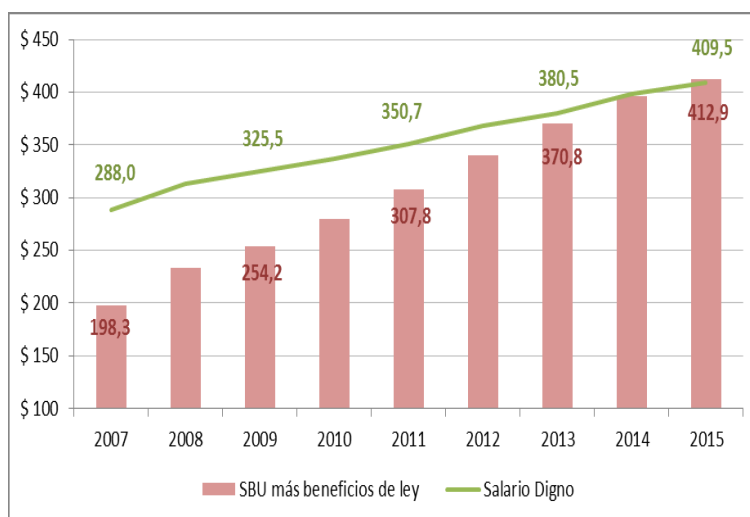
- payer des prix à ses fournisseurs qui couvrent les coûts de production durable, utilisant comme référence le prix minimum de Fairtrade International pour le pays concerné ;
- garantir que tous les employés dans les plantations qui fournissent exclusivement le distributeur gagnent au moins un salaire décent, utilisant comme référence les niveaux établis par le Forum.

2 Voir <http://www.promusa.org/Pratiques+pour+r%C3%A9duire+l%27application+de+pesticides>

Bien que cet exemple ne relève pas de la régulation, dans le sens d'une obligation juridique contraignante, il démontre le type de résultat que peut générer la nouvelle forme de gouvernance qui se matérialise dans le Forum.

Un deuxième exemple servira à nourrir la réflexion sur de nouveaux types de régulation gouvernementale qui émergent en complément de ces nouvelles formes de gouvernance qui peuvent résulter des forums multi-acteurs sectoriels : le gouvernement équatorien, le plus actif au sein du Forum, a mis en place une politique salariale afin de garantir un salaire décent (ou 'digne' en espagnol) à tous les employés du pays, entre autres les 250 000 employés dans l'industrie de la banane. Entre 2007 et 2015, le gouvernement, en concert avec les représentants des employeurs et des syndicats des travailleurs, ont augmenté le salaire minimum national de façon à combler la brèche entre ce salaire minimum et un salaire décent défini de la manière suivante :

- ⌚ le coût du panier de la ménagère (de biens et de services) publié mensuellement par le gouvernement multiplié par le nombre moyen de personnes salariées par foyer



Salario minimum légal et niveau de salaire décent, 2007-2015

en rouge : salaire minimum légal y compris les rémunérations obligatoires du 13ème et 14ème mois;
en vert, niveau de salaire décent ajusté pour Parité de Pouvoir d'Achat (PPA)

Cette méthodologie de calcul est celle utilisée par le Forum mondial de la banane.

Dans la transition vers un niveau de salaire minimum qui couvrait le coût du panier, le gouvernement a mis en place des mesures pour garantir que les employeurs payaient des salaires décents à tous leurs employés avant de pouvoir distribuer des dividendes à leurs actionnaires, accompagnées de sanctions si celles-ci n'étaient pas respectées.

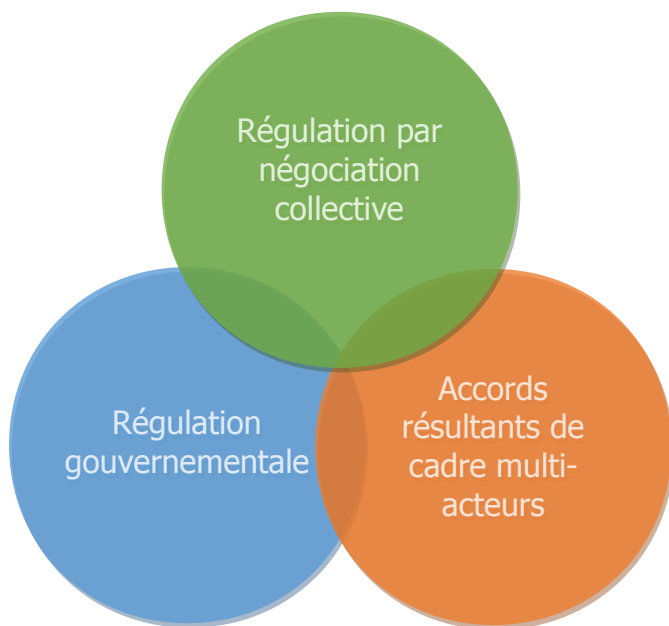
Si on prend ces deux exemples, on pourrait conclure qu'il existe un rapport potentiellement fructueux entre les résultats de la collaboration dans un cadre multi-acteurs non-contraignant et l'action gouvernementale en matière de régulation.

Un troisième exemple sur la question salariale dans l'industrie de la banane, présenté pour son exemplarité dans le guide sur les bonnes pratiques de négociation publié par le Forum, viendrait compléter un schéma théorique potentiel (*voir graphique ci-dessous*) sur les moyens d'action vers une nouvelle conception pratique de la gouvernance des filières. C'est celui de la négociation collective sectorielle, entre l'organisation des employeurs et le syndicat de travailleurs agricoles en Colombie.

Depuis plus de vingt ans, tous les deux ou trois ans, les partis négocient un accord général qui comporte un chapitre salarial ainsi que des clauses sur les conditions de travail et des bénéfices sociaux. Cette convention générale fixe le cadre d'une série de conventions collectives entre le syndicat et les compagnies individuelles. Les résultats de la négociation s'appliquent ainsi à quelques 300 plantations au niveau national.

Même si une tension existe bel et bien entre les coûts de production relativement élevés dûs à des salaires et des bénéfices bien au dessus du minimum national d'un côté, et des acheteurs dans des marchés extrêmement compétitifs comme le britannique ou l'allemand, le secteur a su, jusque là, défendre sa position dans l'industrie mondiale. Les producteurs colombiens sont parmi les plus actifs dans le Forum mondial, justement parce que le cadre leur permet d'expliquer le contenu social et économique de leur banane et pourquoi elle a des coûts de production plus élevés. En effet, l'intérêt croissant des acteurs de la grande distribution à ce contenu aide les colombiens à construire de nouveaux arguments d'avantage comparatif, notamment par rapport au contenu socio-économique de ce qu'ils produisent.

Ces trois exemples sur l'augmentation des salaires des travailleurs en début de filière pourraient inspirer un schéma qui représente la complémentarité des nouvelles formes de gouvernance multi-acteurs, de la régulation gouvernementale (inspirée en partie, dans l'exemple ci-dessus, par le travail multi-acteurs) et de la régulation à travers la négociation collective entre partis autonomes mais entérinés dans le droit national et international.



2. Dimension systémique

Quelle articulation entre les échelles locale, nationale et internationale ?

La nature même du commerce de la banane dessert est internationale. La grande majorité des bananes dessert – plus de 80% - est produite pour l'exportation aux marchés des pays de l'Amérique du Nord, de l'Europe, au Japon et en Russie. Les territoires d'outre-mer européens, notamment les îles Canaries et les Antilles françaises, sont les uniques exceptions de taille où on peut parler d'un commerce international vers les métropoles. Les volumes écoulés sur les marchés nationaux des pays producteurs sont minimes.

Les filières sont donc internationales voire inter-continentales. Cette réalité est reflétée dans l'internationalisation des principaux acteurs économiques ainsi que dans la structure du Forum.

LES DIX PLUS GRANDES COMPAGNIES BANANIÈRES (2014)

<i>Nom de l'entreprise fruitière</i>	<i>Pays d'origine³ (siège)</i>	<i>Principaux pays de production des bananes commercialisées</i>	<i>Principaux marchés</i>
Chiquita-Cutrale	Brésil (États-Unis)	Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panama et Philippines	Amérique du Nord, Europe et Japon
Fresh Del Monte	Émirats Arabes Unis (États-Unis)	Costa Rica, Guatemala et Philippines	Amérique du Nord, Europe et Japon
Dole Food	États-Unis	Costa Rica, Équateur, Honduras, Guatemala et Philippines	Amérique du Nord et Europe
Fyffes	Irlande	Colombie ⁴ , Costa Rica, République Dominicaine et Belize	Europe
Grupo Hame	Guatemala	Guatemala	Amérique du Nord
Grupo Agroamérica	Guatemala	Guatemala, Équateur	Amérique du Nord
Sumifru	Japon	Philippines	Japon
Grupo Acon	Costa Rica	Costa Rica	Europe et Amérique du Nord
Compagnie Fruitière	France	Côte d'Ivoire, Cameroun et Ghana	Europe
Grupo Noboa	Équateur	Équateur	Europe, Amérique du Nord, Russie et Asie-Pacifique

Source : *Banana Link*

Les compagnies bananières ont connu un processus de 'désoligopolisation' assez marquée depuis une vingtaine d'années. Au début des années 1990, les quatre premiers groupes contrôlaient autour de 80% du commerce mondial de la banane dessert ; aujourd'hui, ils contrôlent moins de 50%⁵. La montée en puissance de grands groupes de producteurs nationaux est partiellement liée aux politiques d'achat des deux plus grands distributeurs qui ont développé une stratégie de 'sourcing' direct, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des compagnies fruitières multinationales traditionnelles.

³ Pays d'origine des principaux propriétaires du capital.

⁴ En partenariat avec Uniban, entreprise nationale colombienne.

⁵ Selon un rapport de la FAO en 2014.

LES DIX PLUS GRANDS DISTRIBUTEURS ALIMENTAIRES AU MONDE (2014)

<i>Nom du distributeur</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Nombre de pays avec magasins</i>
Walmart	États-Unis	27
Tesco	Royaume-Uni	12
Costco	États-Unis	9
Carrefour	France	34
Kroger	États-Unis	1
Lidl	Allemagne	22
Metro	Allemagne	31
Aldi	Allemagne	18
Target	États-Unis	2
Aeon	Japon	10

Source : www.listovative.com

Ce changement de rapports commerciaux entre les grands acheteurs (distributeurs) et les grands producteurs et négociants commence à générer des conséquences importantes sur les articulations internationales dans les filières de la banane. Il est manifeste que le rapport de forces a changé en faveur des distributeurs qui continuent de faire des bénéfices significatifs sur le produit alimentaire qui génère le plus en termes de chiffre d'affaires, tandis que la plupart des compagnies bananières peinent à générer des marges de bénéfices. Le temps où les grandes compagnies productrices et commercialisatrices fixaient le prix de la banane est définitivement révolu. L'ensemble des dix plus grandes compagnies fruitières dégagent un chiffre d'affaires qui n'est équivalent qu'à moins de 10% du chiffre d'affaires du deuxième distributeur mondial et à 2% du chiffre d'affaires de Walmart.

Néanmoins, en amont des distributeurs se trouvent les consommateurs qui peuvent faire pression sur les comportements des compagnies qui leur vendent directement leurs bananes. Le modèle de sourcing direct fait que l'argumentation qu'elles n'ont pas de responsabilité par rapport à ce qui se passe dans leurs chaînes d'approvisionnement n'est plus valide. Ces distributeurs ont désormais, par exemple, des relations commerciales directes avec les employeurs de la main d'œuvre dans les plantations. En raccourcissant les chaînes d'approvisionnement, les distributeurs doivent accepter que l'impact des prix et des autres conditions commerciales influent directement sur la capacité des producteurs de respecter les normes sociales et environnementales qu'eux-mêmes exigent des producteurs... au nom des consommateurs.

Dans d'importants pays de consommation tels le Royaume-Uni, et de plus en plus en Allemagne et aux États-Unis, la pression ressentie par les distributeurs sur leurs pratiques d'achat est réelle. De plus en plus de consommateurs s'attendent à ce que la compagnie qui leur vend des produits puisse garantir que le produit est issu de conditions sociales, environnementales et commerciales décentes. La croissance très significative des marchés pour les produits labellisés (commerce équitable, bio etc)– et notamment dans le cas du marché de la banane – en témoigne.

De ces phénomènes relativement récentes émergent de nouveaux acteurs qui cherchent leur place dans les reconfigurations de la gouvernance qui sont en cours. Ce sont les auditeurs (le plus souvent employés par les distributeurs) et les organismes de certification (issus de la société civile ainsi que du secteur privé à but lucratif) engagés dans une activité de 'normalisation'. Ce sont ces acteurs qui

font le lien présentiel – afin d'accomplir des missions de vérification des normes - entre le niveau local de la production (plantations, stations d'emballage, ports etc) et les clients commerciaux au niveau international. Un autre acteur émergent est le manager de *sourcing* responsable, qui est le plus souvent basé au siège du distributeur mais peut aussi être déployé dans les pays producteurs.

Au delà des articulations définies dans le cadre des activités commerciales et normatives dans les filières, il existe des articulations entre les niveaux local, national et international créées par les organisations syndicales des travailleurs, les organisations de producteurs et des organisations non-gouvernementales.

Les syndicats sont le plus souvent affiliés aux structures syndicales nationales, régionales et internationales. Ces articulations relationnelles s'avèrent importantes dans le cadre multi-acteur et aident à renforcer la voix de ceux et celles qui ne pèsent pas aussi lourds que les acteurs économiques à but lucratif. Dans le cas des filières de la banane, le rôle de certaines confédération syndicales nationales et de la Confédération Syndicale Internationale est pertinent à une gouvernance qui doit inclure les employé-e-s des compagnies fruitières et des associations de producteurs. Cependant, c'est le rôle de la Coordination latino-américaine de syndicats de la banane et de l'agro-industrie (COLSIBA), qui réunit quasiment tous les organisations syndicales locales au niveau continental, qui a été un des facteurs déterminants non seulement dans la création du Forum mondial de la banane mais aussi dans son travail permanent. L'Union internationale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation (UITA), à laquelle beaucoup des syndicats locaux sont affiliés, a joué aussi un rôle clé dans la création et le fonctionnement du Forum.

Par ailleurs, les organisations de petits producteurs de plusieurs pays exportateurs, ainsi que certaines associations de producteurs nationaux, dans la mesure où elles sont représentatives d'un nombre important d'acteurs de la production et peuvent articuler des positionnements collectifs, sont des acteurs nationaux clé dans l'évolution vers de nouvelles formes de gouvernance. Les expériences vécues par les producteurs dans leurs relations commerciales mais aussi dans leurs activités associatives doivent être source d'inspiration pour des modèles de gouvernance basés sur des rapports plus équitables entre tous les acteurs.

Des ONG, aussi bien celles implantées dans les pays producteurs que celles des pays consommateurs, peuvent jouer un rôle important dans les articulations entre les différents niveaux. Leur indépendance des acteurs économiques des filières, et leur capacité d'analyse et de facilitation des échanges entre petits producteurs et/ou travailleurs, par exemple, font qu'elles peuvent jouer plusieurs rôles significatifs dans l'émergence de nouvelles formes de gouvernance. Par contre, il est vital que ces organisations ne cherchent pas à se substituer à des organisations de travailleurs ou de producteurs, mais plutôt à les renforcer et à les aider à participer dans des discussions et des espaces qui pourraient finir par les exclure à cause de leur manque d'expérience des niveaux internationaux des filières.

En ce qui concerne la structuration au sein du Forum mondial, les articulations entre les acteurs au niveaux local, national, continental et international sont donc complexes et partiellement définies par les relations commerciales, normatives et organisationnelles (non-commerciales) pré-existantes. Pour l'instant, la gouvernance du Forum en tant que tel reste dans les mains d'un comité de coordination international tiré de la diversité de ces membres.

Jusque là, il n'y a pas eu d'initiatives de structuration de forums multi-acteurs au niveau national, mais ceci est probablement en train d'évoluer. A l'initiative d'un acteur de la certification en Allemagne, un forum national d'importateurs, distributeurs et organisations de la société civile a été créé en 2014 avec une mission de formuler une charte et un programme d'action multi-acteurs, tout en encourageant les acteurs allemands à se rejoindre au Forum mondial. Le Forum mondial et le

forum allemand sont actuellement en train d'explorer quelle serait la nature d'une relation plus structurée. En Équateur, cette fois-ci à l'initiative du gouvernement, il existe une 'table de dialogue bananière' récemment établie qui pourrait éventuellement évoluer vers un espace intégral au sein du Forum mondial. Il existe donc une dynamique, du moins dans deux pays clé du commerce international, qui va probablement mener à une évolution intéressante en ce qui concerne les articulations entre différents niveaux et la cohérence collective de tous les efforts qui vont dans le sens d'une industrie plus durable et équitable.

Quelle articulation entre les dimensions sociale, environnementale et économique ?

L'articulation entre les trois dimensions du développement durable a été fondamentale dans la conception du Forum mondial de la banane. De par ses origines historiques dans les efforts de rapprochement des divers acteurs entrepris par une coalition des organisations de la société civile, le processus de transition vers une industrie plus durable a été conceptualisé autour de l'importance de trouver des solutions aux problèmes sociaux, environnementaux et économiques.

Pour les syndicats des travailleurs d'Amérique latine, les organisations de petits producteurs et les ONG du Nord qui ont coorganisé deux conférences internationales de la banane en 1998 et en 2005, le pouvoir d'agir sur les problématiques sociales et environnementales est intrinsèquement lié aux questions économiques dans les filières. Pour résumer : si les acteurs des filières vont pouvoir mettre en place des solutions pertinentes aux dimensions sociale et environnementale (et que ça s'avère durable dans le temps), il faut que les actions nécessaires soient financées par ce qu'ils dégagent économiquement de leurs activités.

Ce scénario n'exclut pas, bien sûr, des actions plus ponctuelles financées par d'autres acteurs – gouvernements, ONG, fondations etc – mais la notion fondamentale est que la valeur totale dans les filières ainsi que sa répartition le long de ces filières doit permettre la mise en place de systèmes de production et de commercialisation qui ne dépendent pas à terme d'injections de financement ou de dons d'en dehors de l'industrie pour fonctionner durablement et équitablement. Étant donné la répartition inégale de la valeur (salaires, revenus, marges et bénéfices), il a été jugé nécessaire donc d'agir non seulement sur les dimensions sociale et environnementale mais aussi sur les questions économiques, et notamment sur la répartition de la valeur le long des filières.

A part ces conceptions de base, il est d'ailleurs évident qu'aucune problématique n'est exclusivement sociale, ni exclusivement environnementale ou économique. Dès qu'on soulève la question, par exemple, de l'utilisation des pesticides, il faut analyser non seulement les impacts environnementaux mais aussi les impacts sur la santé des travailleurs et des communautés avoisinantes ; le coût des pesticides comme élément très significatif dans le calcul de la globalité des coûts de production est une question qui relève de la dimension économique et qui est inextricable des autres dimensions.

Si on prend l'exemple des salaires décents, il est clair que la problématique relève aussi bien de la dimension sociale que de la dimension économique. Ou dans le cas de la problématique du dérèglement climatique, les impacts environnementaux ne peuvent pas être dissociés des impacts économiques sur la productivité agricole.

Même si d'autres 'tables rondes' ou forums multi-acteurs ont plutôt tendance à ne pas traiter – ou à carrément éviter - ces questions économiques, parce qu'ils sont éminemment sensibles pour beaucoup d'acteurs, le Forum mondial de la banane reconnaît l'indissociabilité des trois dimensions dans la recherche d'une économie durable et équitable.

Les trois groupes de travail permanents du Forum reflètent les trois dimensions : chaque groupe

privilégie une des trois dimensions, mais face à l'interrelation complexe de toute thématique avec deux ou trois dimensions, il devient de plus en plus nécessaire de rapporter les travaux en cours dans un groupe de travail aux participants d'un des autres. Dans le cas concret d'un programme de travail sur la santé et sécurité au travail deux des groupes de travail sont impliqués dans sa gestion puisque la problématique relève directement de la dimension sociale mais a aussi une dimension environnementale importante.

Une question fondamentale que traite le Forum actuellement est celle des 'externalités'. Cette question conforte la thèse que les trois dimensions sont bien indissociables. Les prix actuels de la banane n'incluent pas une série de coûts sociaux et environnementaux : par exemple, on pourrait citer les coûts à la santé humaine ou les coûts de la contamination des eaux et des sols. Le défi de l'internalisation de ces externalités dans les prix pratiqués le long des filières relie nécessairement les trois dimensions, et exige une analyse holistique de la part des acteurs économiques.

Articulation hard law/soft law

Le Forum en tant que tel n'est pas générateur de lois contraignantes. Cependant, la production est sujette à la législation nationale du pays concerné dans les domaines social et environnemental. Une convention collective de travail négociée entre un syndicat de travailleurs et un employeur est protégée dans toutes les législations nationales. La législation en vigueur dans beaucoup de pays par rapport à l'épandage aérien de pesticides est un autre exemple de contrainte légale que les opérations productives doivent respecter. Malgré l'existence d'importantes faiblesses en ce qui concerne l'application des lois dans certains pays, la prolifération d'audits de la part des acheteurs, qui veulent avant tout s'assurer que les législations nationales sont respectées, fait que la tendance est plutôt positive.

Même si le Forum n'a pas de prétentions en matière de nouvelles lois contraignantes, dans la mesure où il encourage des relations stables et négociées entre acteurs ou le respect de la législation environnementale, par exemple, il promeut le respect de la régulation publique. La « pression sociale » générée par l'appartenance au Forum fait qu'il devient de plus en plus difficile d'accepter des situations où la régulation publique en vigueur n'est pas respectée.

En ce qui concerne les contrats commerciaux entre acteurs économiques, eux aussi, sont sujets aux lois des pays où ils sont signés. Ceux-ci commencent à inclure des clauses sur le respect de certaines normes sociales et environnementales, au delà de la qualité technique du produit exporté.

Par ailleurs, certains acteurs de la société civile entrevoient la possibilité de proposer la négociation d'un accord cadre macro et multi-acteurs, avec des chapitres sociaux, économiques et environnementaux. Bien qu'un tel accord intégral de filière n'ait pas de précédent, il est loin d'être impossible d'imaginer que cet instrument soit perçu pas les différents acteurs comme l'aboutissement naturel d'un long processus de rapprochement. Un grand accord pourrait éventuellement contenir un mélange d'éléments contraignants et recommandés (non-contraignants), sachant qu'avec une participation croissante des pouvoirs publics – notamment les gouvernements des pays exportateurs - pourrait entraîner une volonté politique de développer de nouvelles lois à partir des recommandations de bonnes pratiques qui trouvent consensus entre beaucoup d'acteurs.

Renforcement des acteurs les plus vulnérables

La grande majorité du travail de renforcement des acteurs les moins dotés en ressources pour participer de manière permanente au processus multi-acteurs se passe en général en dehors du cadre du Forum, c'est à dire bilatéralement. Le Secrétariat dispose de certains fonds limités, tirés des cotisations des membres, qui sont utilisés pour payer les frais de participation aux réunions du

comité de coordination et aux conférences internationales. Tandis que la participation dans les groupes de travail permanents est soit auto-financée par les organisations elles-mêmes, soit financée par les organisations de la société civile du Nord.

En ce qui concerne le soutien institutionnel à ces organisations de travailleurs et de petits producteurs, c'est au sein de la coalition de syndicats de travailleurs et d'ONG qui a mené le processus de rapprochement des acteurs en amont de la création du Forum mondial que les financements sont mobilisés. Il existe une longue histoire de coopération avec les organisations du Sud. Ce soutien prend la forme de financement des activités de formation, des activités de promotion syndicale, des rencontres continentales et des échanges Sud-Sud. La plupart de ces fonds proviennent des fonds de la coopération gouvernementale à travers les syndicats ou les ONG ou bien des fonds propres des syndicats et des ONG.

Quant aux organisations de petits producteurs, elles sont devenues de plus en plus autonomes en matière de capacité de financement, notamment grâce à leur participation dans le commerce équitable. Si elles continuent de survivre dans un commerce mondial extrêmement compétitif, c'est surtout parce que le commerce équitable labellisé avec son système de prix minimaux et de primes leur a permis d'atteindre un niveau d'autonomie significatif.

3. Gouvernance

Participation et représentativité des acteurs

Les principaux acteurs économiques actifs dans la production de bananes dessert pour exportation sont bien représentés dans le Forum. Six des dix compagnies bananières citées dans le tableau ci-dessous – avec des opérations dans une quinzaine de pays - en sont membres en 2015. Ensemble, elles sont responsables pour la production et la commercialisation de plus de la moitié du marché mondial. D'autres producteurs de diverses tailles y compris des petits – de la Colombie, de l'Équateur, du Panama, du Pérou, des Iles Windward, de la République Dominicaine et du Ghana - y participent aussi. Du côté de la grande distribution, quatre entreprises sont membres du Forum, y compris les deux plus grands au niveau mondial. Deux autres sont les deux plus importants dans le plus grand marché européen, celui de l'Allemagne.

Entre 15 et 20% des hommes et des femmes employés par ses compagnies (et par d'autres qui ne sont pas actuellement membres) sont organisés en syndicats de travailleurs au niveau local et/ou national. En Amérique latine, presque tous les travailleurs syndiqués de la banane du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou sont représentés formellement par la Coordination latino-américaine des syndicats de la banane et de l'agro-industrie (COLSIBA), mais peuvent aussi participer au nom de leur syndicat de base. Les dirigeants de la coordination régionale et les dirigeants nationaux qui participent sont nommés par leurs organisations et représentent la totalité de leurs membres. Les syndicats des travailleurs des trois pays exportateurs africains y participent, ainsi que l'Union internationale de travailleurs du secteur agroalimentaire (UITA).

En ce qui concerne les autres acteurs, le Forum a attiré la participation de quelques institutions de recherche scientifique et d'un observatoire de marché, du réseau européen et nord-américain des ONG et des certificateurs de normes privées tels Fairtrade International/FLO-Cert et la Rainforest Alliance. Même si les gouvernements ne sont pas membres cotisants, il y en a quelques-uns qui participent directement dans les travaux du Forum (notamment le gouvernement de l'Équateur, le pays exportateur le plus important) et d'autres qui ont apporté du financement à la préparation formelle du lancement du Forum ou aux travaux des groupes de travail (la Grande Bretagne la France et les Pays-Bas). Quant aux instances internationales du système onusien, la FAO joue un rôle clé en accueillant le Secrétariat au sein de sa Division de commerce et marchés ainsi qu'un Fonds multi-donateurs qui reçoit les cotisations des membres et des donateurs gouvernementaux. L'Organisation internationale du travail (OIT) participe activement aux travaux, et la CNUCED a joué un rôle important dans la phase préparatoire du Forum.

Les seuls acteurs qui ont été sujets d'un débat interne sur la légitimité de leur affiliation, pour l'instant pas résolu, sont les entreprises qui produisent et commercialisent les produits phytosanitaires. La Charte du Forum que tous les membres sont tenus à respecter ne les exclut pas, mais il existe une minorité d'acteurs au niveau du Comité de coordination qui sont contre leur intégration.

Rapports de force et équilibre des voix

La question des rapports de force est centrale au bon déroulement de toute initiative multi-acteurs. Trop souvent les origines historiques d'une initiative définissent une fois pour toutes les rapports entre les puissants acteurs économiques et, par exemple, les travailleurs ou les petits producteurs. Quand une grande ONG internationale et une compagnie multinationale sont à l'initiative d'une démarche sectorielle, surtout quand ce qu'ils privilégient est un accord sur des normes privées, ils ne voient pas forcément l'intérêt d'inclure explicitement d'autres acteurs comme les travailleurs ; encore moins de faire tout un travail préparatoire afin de garantir la participation de tels acteurs.

Dans le cas du Forum de la banane, il y a eu un long processus, sur une douzaine d'années, pendant lequel les acteurs les plus susceptibles à être exclus à cause de leur manque de voix auprès des puissants acteurs économiques – les travailleurs et les petits producteurs – ont coorganisé avec une coalition d'ONG et syndicats du Nord une série de rencontres, y compris les deux grandes conférences internationales en 1998 et 2005, où leur ordre du jour a pu être entendu et discuté. Conceptuellement, cette longue phase préparatoire a permis l'établissement d'un rapport de forces plus équilibré entre les puissants et ceux qui, il y a vingt ans, ne pouvaient pas faire entendre leurs voix au niveau de ceux qui monopolisaient le pouvoir dans les filières dont eux, des travailleurs de plantation ou de station d'emballage et les producteurs à petite échelle, dépendaient.

Ce parcours historique un peu particulier fait qu'aujourd'hui les voix au sein du Forum sont relativement équilibrées. Les représentant-e-s présent-e-s dans les réunions de travail ou de gouvernance ont pris l'habitude de s'écouter et de chercher le consensus. Les syndicats des travailleurs ont pu, par exemple, influencer le choix des thèmes prioritaires à même titre que les entreprises. Il est peut-être vrai que pour les entreprises qui n'ont pas participé au processus de préparation – et donc de construction de la confiance mutuelle – le choix des thèmes puisse paraître un peu trop influencé par les travailleurs organisés en syndicats. Ou, vice versa, pour les dirigeants d'une organisation syndicale ou d'une association de petits producteurs qui arrivent pour la première fois dans le Forum, les discussions pourraient sembler un peu trop axé sur la recherche de consensus et pas sur les constats francs des problématiques locales ou nationales.

En quelque sorte, tout le monde est dans une nouvelle situation, qui exige de tous les acteurs des efforts de construire un dialogue constructif et orienté vers la recherche de solutions pratiques. N'oublions pas que le monde de la banane a été plutôt caractérisé par des relations conflictuelles, voire violentes, pendant la plupart de son histoire de plus d'un siècle. Le conflit politico-commercial au sein de l'OMC (de 1993 à 2009) a eu l'effet de prolonger ces relations conflictuelles, y compris entre acteurs du même type mais avec des intérêts commerciaux opposants.

Le savoir-faire de la construction de dialogue face à cette histoire compliquée et à une culture persistante d'hostilité ou de méfiance ne se développe ni du jour au lendemain ni sans l'exercice d'une certaine maturité de la part des différents interlocuteurs représentés. Pourtant, il y a 15 ou 20 ans personne n'aurait prévu l'existence d'un forum où les questions aussi sensibles que les prix, les coûts, les salaires, la contamination par les pesticides ou la liberté syndicale sont discutées ouvertement par l'ensemble des acteurs de cette industrie.

Prise de décision

Étant des «espaces ouverts», les décisions au sein des groupes de travail permanents se font par consensus entre acteurs participants. L'orientation et les ordres du jour des réunions virtuelles et physiques sont la responsabilité des coordonnateurs de ces groupes. Si les groupes n'arrivent pas à trouver le consensus, il existe la possibilité de soulever des questions à deux autres niveaux :

- le comité exécutif, composé de neuf membres du Forum et qui se réunit mensuellement ;
- le comité coordinateur, composé de 25 membres et qui se réunit deux fois par an.

Ces deux organes fonctionnent aussi par consensus, mais peuvent avoir recours à un vote si le consensus s'avère difficile à atteindre. Ce sont ces deux comités qui sont les garants du respect de la Charte et qui prennent les décisions sur les orientations globales et les principes de fonctionnement du Forum.